

M@DIAGRIF

TECHNOLOGIES INTERACTIVES

COMMENTAIRES ET ANALYSES DE LA DIRECTION

POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2009

Commentaires et analyses de la direction

POUR LA PÉRIODE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2009

TROISIÈME TRIMESTRE ET NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE FINANCIER DE 2010 COMPARÉS AU TROISIÈME TRIMESTRE ET AUX NEUF PREMIERS MOIS DE L'EXERCICE FINANCIER DE 2009

Les commentaires et analyses de la direction (« C&AD »), qui ont été rédigés en date du 9 février 2010, sur la situation financière et les résultats d'exploitation de Technologies Interactives Mediagrif Inc. (« Mediagrif » ou la « Société »), devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés et les notes afférentes pour la période terminée le 31 décembre 2009 ainsi qu'avec les C&AD, les états financiers consolidés vérifiés et les notes afférentes pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2009 de la Société. Ces commentaires et analyses comparent les résultats enregistrés pour le trimestre et la période de neuf mois terminés les 31 décembre 2009 et 2008. Les états financiers consolidés vérifiés de la Société sont préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada (« PCGR »). À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

En plus de fournir des calculs du bénéfice selon les PCGR, les états des résultats de la Société présentent le bénéfice d'exploitation et le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA ») comme calcul supplémentaire des résultats. La Société fait parfois référence aux fonds auto-générés comme mesures financières dans ses documents. Ceux-ci sont définis comme les flux monétaires provenant des activités d'exploitation, déduction faite des acquisitions d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels présentés sous les activités d'investissement et des dividendes versés présentés sous les activités de financement. Le bénéfice d'exploitation, le BAIIA et les fonds auto-générés ne se veulent pas des calculs devant être considérés comme des substituts aux autres calculs du rendement de l'exploitation établis selon les PCGR du Canada. Les PCGR ne donnent pas de sens normalisé à ces calculs qui ne peuvent donc pas être comparés à des calculs semblables utilisés par d'autres entreprises. Le bénéfice d'exploitation et le BAIIA sont présentés dans le but d'aider les investisseurs à établir la capacité de la Société à générer une rentabilité opérationnelle et pour évaluer la performance financière de la Société. Les fonds auto-générés sont présentés dans le but d'aider les investisseurs à établir la capacité de la Société à générer des flux monétaires pour financer sa croissance.

■ PROFIL DE LA SOCIÉTÉ

Mediagrif fournit des solutions de commerce électronique pour les entreprises à travers le monde depuis 1996. Ses réseaux d'affaires électroniques fonctionnent sous forme de plateformes web dédiées à des secteurs d'activités spécifiques, permettant le commerce entre les acheteurs et fournisseurs corporatifs tout en les aidant à trouver, acheter et vendre des produits, à échanger de l'information et à accéder à des opportunités d'affaires avec une plus grande rapidité et efficacité. La base de clients internationaux de Mediagrif inclut des petites, moyennes et grandes entreprises, ainsi que des agences gouvernementales. La Société fournit actuellement des solutions pour des entreprises des secteurs des composants électroniques, des équipements informatiques, des télécommunications, des équipements médicaux, des camions et équipements lourds, des pièces d'automobiles, des vins et spiritueux, de la joaillerie, des appels d'offres électroniques, de la publication électronique d'intelligence d'affaires gouvernementales et de la construction. Les services de Mediagrif sont rendus par une équipe expérimentée de 345 employés. Mediagrif (TSX : MDF) a établi son siège social à Longueuil et possède des bureaux dans les régions métropolitaines d'Ottawa (Canada), Atlanta et Washington et dans les villes d'Albany, San Diego, Tampa, Charlotte (États-Unis) et à Shenzhen (Chine).

■ FAITS SAILLANTS

La stratégie opérationnelle de Mediagrif pour rétablir une marge opérationnelle positive dans tous ses réseaux d'affaires continue de donner des résultats favorables.

Les faits saillants du troisième trimestre sont les suivants :

- Produits de 11,4 millions \$ au troisième trimestre de 2010, comparativement à 12,2 millions \$ pour la période correspondante de 2009.
- Hausse de 638 % du bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (BAIIA), soit 3,3 millions \$ au troisième trimestre de 2010, comparativement à 0,5 million \$ pour la période correspondante de 2009.
- Hausse de 3,9 millions \$ du bénéfice d'exploitation, soit 2,5 millions \$ au troisième trimestre de 2010, comparativement à une perte d'exploitation de 1,4 million \$ pour la période correspondante de 2009.
- Trésorerie et équivalents de trésorerie à 29,6 millions \$ au 31 décembre 2009, comparativement à 27,7 millions \$ au 31 décembre 2008.
- Versement d'un dividende en espèces de 0,10 \$ par action durant le troisième trimestre pour une contrepartie de 1,4 million \$.

■ DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

	T3 - 2010	T3 - 2009
RÉSULTATS CONSOLIDÉS ⁽¹⁾	\$	\$
PRODUITS	11 417	12 236
MARGE BRUTE	8 784	9 317
CHARGES D'EXPLOITATION		
Frais généraux et frais d'administration	2 034	4 743
Frais de vente et de commercialisation	2 128	3 179
Technologie	1 823	2 106
Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	173	435
Rémunération à base d'actions	89	207
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	6 247	10 670
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	2 537	(1 353)
BAIIA	3 334	452
BÉNÉFICE NET	1 121	2 622
Résultat de base par action	0,08	0,18
Résultat dilué par action	0,08	0,18
RAPPROCHEMENT DU BAIIA ET DU BÉNÉFICE NET		
BÉNÉFICE NET	1 121	2 622
Intérêts créditeurs	(26)	(155)
Autres charges	66	134
Impôts sur les bénéfices	927	(2 555)
Amortissement des immobilisations	535	1 163
Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	173	435
Rémunération à base d'actions	89	207
Perte (Gain) de change	449	(1 399)
BAIIA	3 334	452

(1) En milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux résultats par action.

Les chiffres de l'exercice 2009 ont été retraités selon de nouvelles normes comptables expliquées dans la section « Changements apportés aux normes comptables ».

■ DONNÉES FINANCIÈRES DE L'EXERCICE À CE JOUR

	2010	2009
	\$	\$
RÉSULTATS CONSOLIDÉS ⁽¹⁾		
PRODUITS	34 578	36 100
MARGE BRUTE	26 901	27 666
CHARGES D'EXPLOITATION		
Frais généraux et frais d'administration	6 864	11 010
Frais de vente et de commercialisation	6 609	8 386
Technologie	5 529	6 461
Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	518	1 332
Rémunération à base d'actions	215	435
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	19 735	27 624
BÉNÉFICE D'EXPLOITATION	7 166	42
BAIIA	9 419	5 367
BÉNÉFICE NET	1 611	3 758
Résultat de base par action	0,12	0,26
Résultat dilué par action	0,12	0,26
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (base)	13 949 873	14 350 547
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (dilué)	13 949 873	14 350 547
Le nombre d'actions ordinaires en circulation au 9 février 2010	13 908 510	
Le nombre d'options d'achat d'actions en circulation au 9 février 2010	651 900	
BILAN CONSOLIDÉ (au 31 décembre)		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	29 587	27 683
Actif à long terme	37 274	45 359
Actif total	79 489	85 170
Passif total	17 798	19 779
Capitaux propres	61 691	65 391
FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS		
Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation	3 982	4 703
Flux de trésorerie utilisés pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels	(911)	(2 970)
Flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement	(1 721)	(1 582)
RAPPROCHEMENT DU BAIIA ET DU BÉNÉFICE NET		
BÉNÉFICE NET	1 611	3 758
Intérêts créditeurs	(53)	(451)
Autres charges	271	309
Impôts sur les bénéfices	3 007	(1 714)
Amortissement des immobilisations	1 520	3 558
Amortissement des actifs incorporels d'acquisition	518	1 332
Rémunération à base d'actions	215	435
(Gain) Perte de change	2 330	(1 860)
BAIIA	9 419	5 367

⁽¹⁾ En milliers de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux résultats par action.

Les chiffres de l'exercice 2009 ont été retraités selon de nouvelles normes comptables expliquées dans la section « Changements apportés aux normes comptables ».

■ RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Les résultats de l'exercice 2009 ont été retraités rétroactivement en vue de refléter le changement de normes comptables relativement aux écarts d'acquisition et actifs incorporels. Ce changement est effectif en date du 1^{er} avril 2009 pour la Société. Un complément d'information à cet égard est présenté à la section « Changements apportés aux normes comptables ».

PRODUITS

Les produits au troisième trimestre de 2010 ont diminué de 0,8 million \$, comparativement au troisième trimestre de 2009, passant de 12,2 millions \$ à 11,4 millions \$. Pour les neuf premiers mois de 2010, les produits ont diminué de 1,5 million \$, comparativement à la période correspondante de 2009, passant de 36,1 millions \$ à 34,6 millions \$.

- Nos réseaux d'affaires BidNet, GovernmentBids, MERX, Carrus, epipeline et Interactive Procurement Technologies (« IPT ») œuvrent dans des marchés moins affectés par les conditions économiques des marchés nord-américains et démontrent une saine croissance interne. Par contre, les produits des réseaux The Broker Forum, Power Source On-Line, Market Velocity et Polygon sont affectés par le ralentissement de l'économie.
- En devises d'origine, les produits ont diminué de 0,8 million \$ au troisième trimestre de 2010 comparativement au troisième trimestre de 2009. Pour les neuf premiers mois de 2010, les produits ont diminué de 2,3 millions \$ comparativement aux neuf premiers mois de 2009.
- Les produits libellés en dollars américains représentent 59 % des produits totaux au troisième trimestre ainsi que pour les neuf premiers mois de 2010, comparativement à 64 % au troisième trimestre et aux neuf mois correspondants de 2009.
- Par conséquent, les variations du dollar canadien par rapport au dollar américain, combinées à nos couvertures de change, ont généré un impact nul au troisième trimestre de 2010. Pour les neuf premiers mois de 2010, les variations du dollar canadien par rapport au dollar américain, combinées à nos couvertures de change, ont généré un impact positif de 0,8 million \$.

MARGE BRUTE

La marge brute au troisième trimestre de 2010 s'établit à 77 %, comparativement à 76 % au troisième trimestre de 2009. Pour les neuf premiers mois de 2010, la marge brute a augmenté à 78 %, comparativement à 77 % pour la période correspondante de 2009. Cette progression s'explique principalement par une réduction du nombre d'employés et par un meilleur contrôle des coûts.

CHARGES D'EXPLOITATION

Les charges d'exploitation au troisième trimestre de 2010 ont diminué à 6,2 millions \$, comparativement à 10,7 millions \$ au troisième trimestre de 2009. Pour les neuf premiers mois de 2010, les charges d'exploitation ont diminué à 19,7 millions \$, comparativement à 27,6 millions \$ pour la période correspondante de 2009. La baisse des charges d'exploitation s'explique par les éléments suivants :

- Les frais généraux et frais d'administration ont diminué à 2,0 millions \$ au troisième trimestre de 2010, comparativement à 4,7 millions \$ au troisième trimestre de 2009. Pour les neuf premiers mois de 2010, les frais généraux et frais d'administration ont diminué à 6,9 millions \$, comparativement à 11,0 millions \$ pour la période correspondante de 2009. Cette diminution est

principalement attribuable à des paiements de primes de séparation de 1,6 million \$ et des paiements de 0,4 million \$ reliés à des acquisitions non réalisées au cours du troisième trimestre de 2009 ainsi qu'à la réduction générale des effectifs au sein de l'entreprise effectuée au cours du dernier trimestre de 2009.

- Les frais de vente et de commercialisation ont diminué à 2,1 millions \$ au troisième trimestre de 2010, comparativement à 3,2 millions \$ au troisième trimestre de 2009. Pour les neuf premiers mois de 2010, les frais de vente et de commercialisation ont diminué à 6,6 millions \$, comparativement à 8,4 millions \$ pour la période correspondante de 2009. Cette diminution est principalement attribuable à la réduction générale des effectifs au sein de l'entreprise ainsi qu'à une réduction des frais de représentation et de créances douteuses.
- Au cours du troisième trimestre et des neuf premiers mois de 2010, les frais généraux, d'administration, de vente et de commercialisation sur les produits sont passés respectivement de 65 % et 54 % pour les périodes correspondantes de 2009, à 36 % et 39 %.
- Les frais liés à la technologie ont diminué à 1,8 million \$ au troisième trimestre de 2010, comparativement à 2,1 millions \$ au troisième trimestre de 2009. Pour les neuf premiers mois de 2010, les frais liés à la technologie ont diminué à 5,5 millions \$, comparativement à 6,5 millions \$ pour la période correspondante de 2009 principalement en raison d'une diminution des charges salariales, ainsi que d'une réduction de la dépense d'amortissement compensée par une plus faible capitalisation des dépenses en recherche et développement.
- L'amortissement des actifs incorporels d'acquisition au troisième trimestre de 2010 a diminué de 0,4 million \$ à 0,2 million \$, comparativement au troisième trimestre de 2009. Pour les neuf premiers mois de 2010, l'amortissement des actifs incorporels d'acquisition a diminué de 1,3 million \$ à 0,5 million \$, comparativement à la période correspondante de 2009 en raison des radiations effectuées au 31 mars 2009.
- La dépense liée à la rémunération à base d'actions au troisième trimestre de 2010 a diminué à 89 000 \$, comparativement à 207 000 \$ au troisième trimestre de 2009. Pour les neuf premiers mois de 2010, la dépense liée à la rémunération à base d'actions a diminué à 215 000 \$, comparativement à 435 000 \$ pour la période correspondante de 2009 en raison d'une diminution du nombre d'options d'achat d'actions en circulation.

BÉNÉFICE D'EXPLOITATION

Le bénéfice d'exploitation a atteint 2,5 millions \$ au troisième trimestre de 2010, comparativement à une perte d'exploitation de 1,4 million \$ au troisième trimestre de 2009. Pour les neuf premiers mois de 2010, le bénéfice d'exploitation a atteint 7,2 millions \$, comparativement à 42 000 \$ au cours de la période correspondante de 2009. Cette augmentation s'explique principalement par la réduction des charges salariales et par les paiements de primes de séparation suite aux mises à pied de l'exercice précédent.

AUTRES PRODUITS (CHARGES)

Les autres produits (charges) ont atteint (0,5 million \$) au troisième trimestre de 2010, comparativement à 1,4 million \$ au troisième trimestre de 2009. Pour les neuf premiers mois de 2010, les autres produits (charges) ont atteint (2,5 millions \$), comparativement à 2,0 millions \$ pour la période correspondante de 2009. Cette diminution est principalement attribuable à une perte de change sur nos actifs libellés en dollars américains de 0,4 million \$ et de 2,3 millions \$ au troisième trimestre et neuf premiers mois de 2010 respectivement, comparativement à un gain de change de 1,4 million \$ et 1,9 million \$ pour les périodes correspondantes de 2009.

CHARGE D'IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Les impôts sur les bénéfices se sont établis à 0,9 million \$ au troisième trimestre de 2010, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 45,26 %, comparativement à une récupération d'impôts de 2,6 millions \$ au troisième trimestre de 2009. Pour les neuf premiers mois de 2010, les impôts sur les bénéfices se sont établis à 3,0 millions \$, ce qui correspond à un taux d'imposition effectif de 65,11 %, comparativement à une récupération d'impôts de 1,7 million \$ pour la période correspondante de 2009. Le taux statutaire d'impôt est de 30,65 %, comparativement à 30,9 % en 2009.

Le taux d'imposition effectif est élevé durant le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2010 en raison des pertes de change non déductibles et de la réévaluation de nos actifs d'impôts futurs libellés en dollars américains. Pour le troisième trimestre ainsi que les neuf premiers mois de 2009, la différence entre le taux statutaire et le taux effectif est due à la réévaluation de nos actifs d'impôts futurs libellés en dollars américains et au renversement d'une réserve d'impôts de 2,1 millions \$.

RÉSULTAT PAR ACTION

Le résultat de base par action s'est élevé à 0,08 \$ au troisième trimestre de 2010, comparativement à 0,18 \$ au troisième trimestre de 2009. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour les troisièmes trimestres de 2010 et 2009 s'est élevé à 13,9 millions et 14,2 millions respectivement. Pour les neuf premiers mois de 2010, le résultat de base par action s'est élevé à 0,12 \$, comparativement à 0,26 \$ pour la période correspondante de 2009. Le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation pour les neuf premiers mois de 2010 et 2009 s'est élevé à 13,9 millions et 14,4 millions respectivement.

PERFORMANCE TRIMESTRIELLE

Les informations financières sélectionnées des huit plus récents trimestres terminés le ou avant le 31 décembre 2009 sont présentées ci-après :

	2008	2009				2010		
	T4	T1	T2	T3	T4	T1	T2	T3
Produits	12 133	11 978	11 886	12 236	11 840	11 693	11 468	11 417
Bénéfice (perte) d'exploitation	(329)	500	895	(1 353)	(7 799)	1 878	2 751	2 537
BAIIA	1 502	2 280	2 635	452	(192)	2 632	3 453	3 334
Bénéfice net (perte)	(318)	325	811	2 622	(5 051)	(193)	683	1 121
RPA de base	(0,02)	0,02	0,06	0,18	(0,35)	(0,01)	0,05	0,08
RPA dilué	(0,02)	0,02	0,06	0,18	(0,35)	(0,01)	0,05	0,08

Les chiffres des trimestres de l'exercice 2009 ont été retraités selon de nouvelles normes comptables expliquées dans la section « Changements apportés aux normes comptables ». Les chiffres de l'exercice 2008 n'ont pas été retraités.

TRIMESTRES 2010

- » Une meilleure gestion des coûts et la réduction des effectifs ont permis d'atteindre, au cours des trois trimestres de 2010, un bénéfice d'exploitation et un BAIIA en hausse et ce, malgré une diminution des produits.

TRIMESTRES 2009

- » Le bénéfice d'exploitation a diminué au cours des deux premiers trimestres de l'exercice. Cette diminution est principalement attribuable aux acquisitions de Market Velocity et de epipeline réalisées au cours du deuxième trimestre de 2008.
- » Au cours du troisième trimestre, des charges de 1,7 million \$ pour des primes de séparation et de 0,4 million \$ pour la radiation de coûts capitalisés engagés pour une acquisition qui ne s'est pas réalisée ont été enregistrées. Le bénéfice net a été positivement affecté par le renversement d'une réserve d'impôt de 2,1 millions \$.
- » Le bénéfice net du quatrième trimestre a été négativement affecté par des primes de séparation de 2,4 millions \$, la dépréciation de 6,6 millions \$ des actifs à long terme et la perte sur disposition de Centerac DMCC de 0,2 million \$.

TRIMESTRE 2008

- » Suite à la réorganisation annoncée en mars 2008, des dépenses pour primes de séparation ont été enregistrées et ont causé une incidence négative sur les résultats financiers.

■ LIQUIDITÉS ET RESSOURCES FINANCIÈRES

Depuis nos débuts, nous avons financé nos opérations, acquisitions d'entreprises, dépenses en capital, rachats d'actions ordinaires pour annulation et paiements de dividendes à même les liquidités excédentaires de la Société. Pour les prochains exercices, nous prévoyons maintenir cette politique et ainsi garder nos liquidités excédentaires pour nous permettre de financer de nouvelles occasions d'affaires.

Au 31 décembre 2009, notre trésorerie et équivalents de trésorerie s'élevait à 29,6 millions \$, une augmentation comparativement à 27,7 millions \$ au 31 mars 2009 et au 31 décembre 2008.

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

Les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 2,5 millions \$ au troisième trimestre de 2010, comparativement à 3,6 millions \$ au troisième trimestre de 2009. Pour les neuf premiers mois de 2010, les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation se sont élevés à 4,0 millions \$, comparativement à 4,7 millions \$ pour la période correspondante de 2009. Cette diminution est principalement attribuable à une diminution du bénéfice net et des charges d'amortissement, partiellement compensée par une utilisation des impôts futurs sur les pertes fiscales capitalisées et d'une variation négative moins élevée des éléments hors caisse du fonds de roulement durant les neuf premiers mois de 2010.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement se sont élevés à 0,2 million \$ au troisième trimestre de 2010, comparativement à 0,7 million \$ au troisième trimestre de 2009. Pour les neuf premiers mois de 2010, les flux de trésorerie utilisés pour les activités d'investissement se sont élevés à 0,9 million \$, comparativement à 3,0 millions \$ pour la période correspondante de 2009. En 2010, les montants ont été utilisés pour l'acquisition d'immobilisations corporelles et d'actifs incorporels et la baisse

par rapport aux montants de 2009 est attribuable à une diminution de projets capitalisables durant les neuf premiers mois de 2010.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

Les flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement se sont élevés à 1,5 million \$ au troisième trimestre de 2010, comparativement à 0,8 million \$ au troisième trimestre de 2009 en raison du dividende versé sur les actions ordinaires, pour une contrepartie de 1,4 million \$ et de l'acquisition pour annulation de 18 548 actions ordinaires. Les flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement au troisième trimestre de 2009 proviennent de l'acquisition pour annulation de 288 148 actions ordinaires. Pour les neuf premiers mois de 2010, les flux de trésorerie utilisés pour les activités de financement se sont élevés à 1,7 million \$ en raison du rachat pour annulation de 65 548 actions ordinaires et du dividende versé sur les actions ordinaires, pour une contrepartie de 1,4 million \$, comparativement à 1,6 million \$ pour les neuf premiers mois de 2009, en raison du rachat pour annulation de 547 331 actions ordinaires pour une contrepartie de 1,7 million \$ et du remboursement d'une dette à long terme de 0,1 millions \$ compensée par l'émission d'une dette à long terme de 0,2 million \$.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à certains risques financiers. La Société ne détient pas d'instruments financiers à des fins spéculatives, mais seulement aux fins de réduction de la volatilité de ses résultats face à ces risques. La nature et l'ampleur des risques découlant des instruments financiers et la gestion connexe de ces risques sont décrites à la note 16 des états financiers consolidés vérifiés de la Société au 31 mars 2009. Au cours des neuf premiers mois de 2010, il n'est survenu aucune modification importante à la nature des risques découlant des instruments financiers, de la gestion connexe des risques et de la classification des instruments financiers. De plus, il n'y a pas eu de changement à la méthodologie utilisée pour déterminer la juste valeur des instruments financiers mesurés à la juste valeur au bilan consolidé de la Société.

■ OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Toutes les opérations entre parties apparentées ont eu lieu dans le cours normal des activités et ont été mesurées au montant d'échange, lequel correspond au montant de la contrepartie convenue par les parties. Nos produits de coentreprises proviennent de notre partenariat entre Global Wine & Spirits et la Société des alcools du Québec. Lors du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ceux-ci incluaient également l'amortissement du gain reporté sur licences issu de la coentreprise Polygon DMCC.

Les revenus réalisés auprès de coentreprises se sont élevés à 0,1 million \$ au troisième trimestre de 2010, comparativement à 0,3 million \$ au troisième trimestre de 2009. Pour les neuf premiers mois de 2010, les revenus réalisés auprès de coentreprises se sont élevés à 0,5 million \$, comparativement à 1,0 million \$ pour la période correspondante de 2009.

Au cours des neuf premiers mois de 2010, la Société a payé des frais de gestion de 262 890 \$ à un actionnaire corporatif ayant une influence notable sur la Société. L'actionnaire corporatif fournit des services de gestion à la Société, notamment les services de Claude Roy, président et chef de la direction. La transaction a eu lieu dans le cours normal des activités et a été mesurée au montant d'échange, lequel correspond au montant de la contrepartie convenue par les parties.

■ OPÉRATIONS HORS BILAN

Dans le cours normal des activités, la Société finance hors bilan certaines de ses activités en ayant recours à des contrats de location-exploitation. La description de ces opérations et leur incidence sur nos résultats d'exploitation et sur notre situation financière figurent à la note 10 des états financiers consolidés au 31 mars 2009 et n'ont pas changé de façon significative depuis.

■ RISQUES ET INCERTITUDES

La Société est confiante sur ses perspectives à long terme. Cependant, afin d'assurer la réalisation de sa stratégie et de ses objectifs de croissance, la Société souhaite diminuer les risques et incertitudes créés par des situations potentiellement défavorables dans son secteur de l'industrie ou sur ses liquidités. Les risques auxquels s'expose la Société sont d'ordre technologique, opérationnel ou financier ou sont inhérents à ses activités ou à ses stratégies d'acquisition. La description de ces risques et incertitudes n'ont pas changé par rapport à ceux décrits dans les C&AD pour l'exercice terminé le 31 mars 2009.

■ NORMES COMPTABLES ET PRINCIPALES ESTIMATIONS

Les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la Société ont été dressés conformément aux PCGR du Canada et sont fondés sur les mêmes conventions et méthodes que celles utilisées pour la préparation des états financiers consolidés vérifiés de la Société au 31 mars 2009, sauf pour le point décrit ci-après dans la section « Changements apportés aux normes comptables ». Voir la note 2 afférente aux états financiers consolidés vérifiés au 31 mars 2009 de la Société pour plus d'information sur les principales conventions comptables utilisées dans la préparation des états financiers.

Certaines des conventions comptables de la Société exigent d'importantes estimations et hypothèses au sujet des événements futurs qui influent sur les montants déclarés dans les états financiers et les notes afférentes. Il est impossible de déterminer avec certitude ces événements futurs ni leurs effets. C'est pourquoi la détermination des estimations repose sur le jugement de la direction. Les résultats réels pourraient différer des estimations, et tout écart pourrait avoir une incidence importante sur les états financiers de la Société.

Les hypothèses clés et la base des estimations de la direction en vertu des PCGR, ainsi que leur incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes afférentes, demeurent essentiellement inchangées par rapport à celles décrites dans les C&AD pour l'exercice terminé le 31 mars 2009.

■ CHANGEMENTS APPORTÉS AUX NORMES COMPTABLES

ÉCARTS D'ACQUISITION ET ACTIFS INCORPORELS

Le 1er avril 2009, la Société a adopté le chapitre 3064 du Manuel de l'Institut Canadien des Comptables Agréés (l'« ICCA »), « Écarts d'acquisition et actifs incorporels ». Ce chapitre établit les normes de comptabilisation, d'évaluation, de présentation et d'information applicables aux écarts d'acquisition après leur comptabilisation initiale. Il établit aussi la norme relative aux actifs incorporels développés à l'interne qui remplissent les critères de reconnaissance d'un actif.

L'adoption de ces nouvelles normes comptables s'est traduite, dans les états financiers intermédiaires, par une charge cumulée de 76 437 \$ au titre des bénéfices non répartis en date du 1er avril 2008, et de 20 937 \$ en date du 1er avril 2009. L'ajustement transitoire a également donné lieu aux modifications suivantes au bilan consolidé comparatif de la Société : i) une diminution de 98 653 \$ des autres actifs en date du 1er avril 2008, et de 27 028 \$ en date du 1er avril 2009; et ii) une diminution de 22 216 \$ des passifs d'impôts futurs à long terme au 1er avril 2008, et une augmentation 6 091 \$ des actifs d'impôts futurs à long terme en date du 1er avril 2009. En outre, la Société a subi l'effet d'une diminution de 21 473 \$ de la charge d'amortissement des autres actifs pour le trimestre terminé le 31 décembre 2008, et de 64 174 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2008. Le changement a également entraîné une hausse de 4 376 \$ de la charge d'impôts sur les bénéfices pour le trimestre terminé le 31 décembre 2008, et de 15 416 \$ pour la période de neuf mois terminée le 31 décembre 2008. Ces ajustements proviennent de frais de démarrage et de constitution engagés et capitalisés lors d'acquisitions d'entreprises passées, qui ne sont plus capitalisés en vertu des nouvelles normes. L'adoption des nouvelles normes comptables n'a eu aucune répercussion sur le résultat de base et sur le résultat dilué par action du trimestre et de la période de neuf mois terminés le 31 décembre 2008.

■ CHANGEMENTS FUTURS APPORTÉS AUX NORMES COMPTABLES

IMPLANTATION DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIÈRE (IFRS)

En février 2008, le Conseil des normes comptables (CNC) du Canada a confirmé que les IFRS remplaceront les PCGR du Canada pour les entreprises ayant une obligation publique de rendre des comptes. Nos états financiers intermédiaires et annuels des périodes ouvertes à compter du 1er avril 2011 seront préparés conformément aux IFRS.

Les IFRS utilisent un cadre conceptuel semblable aux PCGR du Canada, mais il y a des différences importantes dans les exigences de comptabilisation, d'évaluation et de présentation de l'information. Afin de se préparer à ce changement, la Société a élaboré un plan de conversion aux IFRS en collaboration avec des conseillers externes qui vont offrir une orientation à notre personnel et une équipe a été mise en place et a reçu la formation nécessaire.

Nous avons terminé l'étape du diagnostic, qui comprenait un examen à haut niveau des différences entre les PCGR du Canada actuels et les IFRS, ainsi qu'une étude des options possibles en matière d'adoption. Cette analyse a permis de cerner un certain nombre de différences. À l'heure actuelle, l'incidence sur notre situation financière et nos résultats d'exploitation futurs ne peut être établie ni estimée de façon

raisonnable. Ceci fait, la prochaine étape sera d'évaluer les impacts de l'adoption des normes internationales sur les autres volets importants de la conversion, soit la préparation des nouvelles informations à fournir, les modifications à apporter à nos systèmes informatiques, les exigences en matière de formation, les mécanismes de contrôle interne de l'information financière et les répercussions sur les activités d'affaires de la Société.

La Société examinera et ajustera sur une base continue le plan de conversion afin de s'assurer que le processus de mise en œuvre aborde adéquatement les éléments clés du plan.

■ ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Ces C&AD comprennent certains énoncés prospectifs à l'égard de la Société. Ces énoncés, par leur nature, comportent nécessairement des risques et incertitudes qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent considérablement de ceux que la Société avance dans ces énoncés. Nous considérons que ces prévisions sur lesquelles ces énoncés sont fondés sont raisonnables. Cependant, nous tenons à prévenir le lecteur que ces prévisions liées à des événements futurs, dont plusieurs sont indépendants de la volonté de la Société, peuvent se révéler incorrectes, étant donné qu'elles sont soumises à des risques et incertitudes qui ont une incidence sur nos activités. Nous déclinons toute intention ou obligation de mettre à jour ou de revoir tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement, sauf où requis par les législations en valeurs mobilières en vigueur.

■ CONTRÔLES ET PROCÉDURES

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

La direction de la Société, en collaboration avec le chef de la direction financière, a conçu des contrôles et procédures de communication de l'information (conformément aux règlements des Autorités canadiennes en valeurs mobilières) de manière à fournir l'assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société est communiquée au comité de vérification et au conseil d'administration, et que l'information qui doit être présentée dans les rapports de la Société est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par les lois sur les valeurs mobilières. Au 31 mars 2009, ils ont également évalué l'efficacité des contrôles et procédures de communication de l'information de la Société (conformément aux règlements des Autorités canadiennes en valeurs mobilières) et ont conclu que lesdits contrôles et procédures étaient efficaces. En date du 31 décembre 2009, il n'y a eu aucun changement concernant les contrôles et procédures de communication de l'information de la Société et lesdits contrôles et procédures sont donc toujours jugés efficaces.

CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La direction de la Société, en collaboration avec le chef de la direction financière, a conçu un contrôle interne à l'égard de l'information financière en vue de fournir une assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis conformément aux PCGR. Au 31 mars 2009, ils ont également évalué l'efficacité du contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société et ont conclu que ledit contrôle était efficace. En date du 31 décembre 2009, il n'y a eu aucun changement concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société qui a eu, ou est

raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur ce contrôle interne à l'égard de l'information financière.

■ INFORMATIONS ADDITIONNELLES

Ce rapport a été rédigé en date du 9 février 2010.

Certaines informations additionnelles, telles que la notice annuelle, sont disponibles sur SEDAR au www.sedar.com.

MARCHÉ ET SYMBOLE BOURSIER

Les actions ordinaires de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto et sont négociées sous le symbole boursier MDF.

SIÈGE SOCIAL

1010, rue De Sérigny, bureau 800, Longueuil (Québec) Canada J4K 5G7
Tél. : 450 677-8797 Téléc. : 450 677-4612
www.mediagrif.com

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Claude Roy

Québec, Canada

Président du conseil et chef de la direction de la Société

Fondateur et chef de la direction de Logibec Groupe Informatique Itée

Marc P. Brunet

Québec, Canada

Chef de la direction financière

Logibec Groupe Informatique Itée

Patrice Commune

Québec, Canada

Président

Presagis Canada Inc.

André Courtemanche

Québec, Canada

Président et chef de la direction

VIAVAR Capital Inc.

Michel Dubé

Québec, Canada

Consultant

Savaria Corporation

Gilles Laurin

Québec, Canada

Comptable agréé

Conseiller et administrateur de sociétés

Jean-François Sabourin

Québec, Canada
Président et chef de la direction
FinlogiK Inc.

AGENT DE TRANSFERT

Service aux investisseurs Computershare Inc.
1500, rue University, bureau 700, Montréal (Québec) Canada H3A 3S8
Tél. : 514 982-7888 Téléc. : 514 982-7580
www.computershare.com

VÉRIFICATEURS

PricewaterhouseCoopers s.r.l. s.e.n.c.r.l.

INSTITUTION FINANCIÈRE

Banque Royale du Canada